

LE RECOURS DE PLEIN CONTENTIEUX



© Source : pixabay.com / Auteur : Free-Photos

SOMMAIRE

COMPRENDRE	2
<i>QU'EST-CE QUE LE RECOURS DE PLEIN CONTENTIEUX ?</i>	2
CONNAÎTRE	2
<i>LES DOMAINES SOUMIS AU CONTENTIEUX DE PLEINE JURIDICTION</i>	2
<i>ZOOM SUR : LE CONTENTIEUX DES ICPE</i>	3
<i>QUEL EST L'INTÉRÊT DU RECOURS DE PLEIN CONTENTIEUX EN MATIÈRE D'ICPE ?</i>	3
<i>LA LIMITATION DU RECOURS DES TIERS INSTALLÉS POSTÉRIEUREMENT À L'INSTALLATION CLASSÉE</i>	3
<i>L'APPRÉCIATION DE LA LÉGALITÉ AU JOUR DU JUGEMENT RENDU</i>	3
<i>LES POUVOIRS TRÈS ÉTENDUS DU JUGE</i>	3
AGIR	4
<i>COMMENT INTRODUIRE UN RECOURS DE PLEIN CONTENTIEUX ?</i>	4



COMPRENDRE...

■ QU'EST-CE QUE LE RECOURS DE PLEIN CONTENTIEUX ?

Le **recours de plein contentieux**, aussi appelé recours de pleine juridiction, est un recours administratif pour lequel le juge dispose des pouvoirs les plus étendus. En effet, le juge ne se limite pas à annuler ou à valider un acte administratif, comme c'est le cas lors d'un simple recours en annulation. Le juge pourra réformer totalement ou partiellement la décision administrative attaquée. Il pourra également la modifier ou lui en substituer une nouvelle.



CONNAÎTRE...

■ LES DOMAINES SOUMIS AU CONTENTIEUX DE PLEINE JURIDICTION

Les domaines soumis au contentieux de pleine juridiction sont notamment :

- **Le contentieux des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).** - [L'article L.514-6 du Code de l'environnement](#) identifie, de manière non exhaustive, les décisions relatives aux ICPE qui sont soumises au contentieux de pleine juridiction.
- **Le contentieux des installations, ouvrages, travaux et aménagements (IOTA).** - soumis à la loi sur l'eau (à autorisation ou à déclaration préalable). Ils figurent dans un **tableau** qui est annexé à [l'article R.214-1 du Code de l'environnement](#).
- **Le contentieux des édifices qui menacent de ruine.** - Pour ce type de contentieux, le juge peut notamment ordonner une démolition alors que le maire avait prescrit des réparations.
- **Les contentieux dirigés contre les décisions de différents organismes collégiaux** (CSA, Commission des opérations de bourse, autorité de bourse, autorité de régulation des télécommunications...) ...

⚠ Depuis [l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017](#), « l'autorisation environnementale unique » a remplacé l'ancien régime d'autorisation. Elle s'applique non seulement aux ICPE et IOTA, mais également aux autres projets pour lesquels la loi n'a pas prévu de régime d'autorisation particulier mais qui doivent néanmoins faire l'objet d'une autorisation parce qu'ils sont soumis à évaluation environnementale¹ (Voir les articles [L.181-1 et suivants du Code de l'environnement](#) et [R.181-1 et suivants du Code de l'environnement](#)).

¹ MOLINER-DUBOST M., *Droit de l'environnement*, 2^e ed., Dalloz (Cours), Septembre 2019.

■ ZOOM SUR LE CONTENTIEUX DES ICPE

► QUEL EST L'INTÉRÊT DU RECOURS DE PLEIN CONTENTIEUX EN MATIÈRE D'ICPE ?


La soumission du contentieux des ICPE au régime de pleine juridiction **permet des demandes diversifiées au juge** :

- **Demande d'annulation pure et simple** de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.
- **Demande de réformation des prescriptions** : réduction des valeurs de rejets autorisés de polluants dans le milieu, renforcement des moyens de sécurité, réduction des délais de mise en conformité d'une ICPE etc.

Il en va de même pour une IOTA.

► LA LIMITATION DU RECOURS DES TIERS INSTALLÉS POSTÉRIEUREMENT À L'INSTALLATION CLASSÉE

Les tiers qui ont acquis ou pris à bail des immeubles à proximité d'une installation classée **postérieurement** à l'affichage ou à la publication de l'acte qui porte autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.


Autrement dit les tiers ne peuvent pas attaquer l'arrêté portant autorisation ou enregistrement si leur installation à proximité de l'ICPE est postérieure à son exploitation, et que celle-ci fonctionne dans les conditions normales d'exploitation ( [Article L.514-6 Code de l'environnement](#)).

En revanche, ces mêmes tiers peuvent contester les actes qui sont intervenus postérieurement à leur établissement.

Exemple : Un arrêté préfectoral venant modifier ou compléter les prescriptions techniques peut être contesté par un tiers.

► L'APPRÉCIATION DE LA LÉGALITÉ AU JOUR DU JUGEMENT RENDU

L'appréciation de la légalité de l'acte attaqué se fait **au jour du jugement rendu**. De ce fait, il y a une prise en compte de l'état actuel de la situation et de ses circonstances, ce qui est généralement favorable à la protection de l'environnement.



 **L'appréciation de la légalité au jour du jugement rendu ne s'applique pas pour les documents d'urbanisme**. Cette exception au régime général de plein contentieux vise à sécuriser les projets en évitant que les autorités compétentes en matière de planification de l'urbanisme n'empêchent l'implantation d'une ICPE en modifiant les documents *a posteriori*.

► LES POUVOIRS TRÈS ÉTENDUS DU JUGE

En matière d'ICPE, le juge administratif dispose de pouvoirs étendus, lui permettant d'aller au-delà de la simple annulation ou de la simple confirmation de la décision administrative. Le juge peut ainsi prendre des **mesures d'administration**. En procédant de la sorte, ses pouvoirs se substituent, d'une certaine manière, à ceux du préfet.

Plus précisément, **le juge peut par exemple** :

- Suspendre l'exploitation.

- Accorder une autorisation refusée par le préfet  [Tribunal administratif de Nantes, 8 juin 2017, n° 1506902](#). - Un développeur d'un projet de biogaz s'est vu refuser une autorisation d'exploiter une installation de méthanisation et de procéder à l'épandage des digestats non valorisés provenant de cette installation pour des motifs étrangers à la législation des installations classées (ICPE). Le juge annule ce refus et enjoint au préfet de délivrer l'autorisation sollicitée sous un mois.²
- Modifier les prescriptions existantes.
- Demander au préfet des prescriptions supplémentaires.
- Modifier un arrêté d'autorisation.
- Mettre en demeure l'exploitant de déposer un nouveau dossier de demande d'autorisation pour régulariser sa situation.
- Prendre en compte les intérêts économiques et sociaux et par conséquent autoriser l'exploitation de l'ICPE pendant le temps où le préfet statuera sur sa demande.
- Ordonner une expertise pour éliminer les inconvénients d'une ICPE via des prescriptions techniques.
- Autoriser provisoirement la poursuite de l'exploitation de l'installation dont il a prononcé l'annulation.  [Conseil d'État, 15 mai 2013, n°353010](#). – Par cet arrêt, le Conseil d'État indique que lorsqu'il prononce l'annulation d'une décision d'autorisation d'exploiter une ICPE, le juge administratif a la faculté d'autoriser lui-même à titre provisoire, éventuellement sous réserve de prescriptions et pour un délai qu'il détermine, la poursuite de l'exploitation de l'installation dans l'attente de la régularisation de sa situation par l'exploitant.³



■ COMMENT INTRODUIRE UN RECOURS DE PLEIN CONTENTIEUX ?

Le demandeur doit saisir le juge de façon régulière, c'est-à-dire selon des **conditions qui sont posées par la loi**.

Si ces règles ne sont pas respectées, la demande est dite « irrecevable » c'est-à-dire que le juge va la rejeter sans qu'il puisse examiner si celle-ci est fondée ou non.


Ces **conditions** sont les suivantes :


✓ **La règle de la décision préalable.** - Le recours ne peut être formé que contre une décision administrative. Autrement dit, le requérant n'attaque pas des faits, il attaque une décision de l'administration. Par exemple, le requérant attaque l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation d'une ICPE.

✓ **Le demandeur doit saisir le juge dans les délais impartis.** - Ces délais diffèrent selon la qualité du demandeur :

² www.village-justice.com, *L'étendue des pouvoirs du juge sur la protection des intérêts visés par la législation des ICPE*, Benoît Williot, Olivier Fazio, date de publication : 29 mai 2018 [consulté le 06 septembre 2019]. Disponible sur : <https://www.village-justice.com/articles/etendue-controlle-juge-sur-les-interets-protoges-par-legislation-des,28611.html>.

³ www.actu-environnement.com, *ICPE : le Conseil d'Etat précise les pouvoirs du juge en cas d'annulation d'une autorisation*, date de publication : 22 mai 2013 [consulté le 06 septembre 2019]. Disponible sur : <https://www.actu-environnement.com/ae/news/ICPE-contentieux-special-pouvoirs-juge-autorisation-poursuite-exploitation-18570.php4>.

- **2 mois** pour les pétitionnaires ou exploitants, à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- **4 mois** pour tiers intéressés à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision ( [article R.181-50 du Code de l'environnement](#)).

 L'introduction d'un recours gracieux doit se faire dans un délai de **deux mois**.

✓ **Le requérant doit énoncer précisément l'objet de sa demande.** - Le requérant doit ainsi énoncer si sa demande tend à une annulation (suivie d'une indemnisation), d'une réformation des prescriptions ou encore d'une édiction de prescriptions supplémentaires.